

Pour une politique de sécurité féministe – contre la violence sexiste

Résolution soumise à l'attention des participantes à l'Assemblée des membres des Femmes socialistes suisses du 6 septembre 2025, à Bienne

Chaque jour, en Suisse, des femmes ainsi que des personnes trans, inter, non binaires et queer sont menacées, frappées, humiliées ou tuées. Cette violence n'est pas un problème privé, mais bien un problème politique.

Les féminicides ne sont pas des cas isolés. Ils résultent de défaillances politiques structurelles. Selon le collectif *Stop Femizid (Stop Féminicides)*, plus de 20 femmes et jeunes filles ont été tuées dans leur environnement domestique en 2024. Pour 2025, on en compte déjà 19 (état : juillet). Chacun de ces cas est un rappel à l'ordre : l'État ne protège pas suffisamment la vie des femmes.

Cette violence ne survient pas dans le vide. Le glissement à droite s'accompagne d'une violence croissante. Dans un climat politique où les forces de droite diabolisent la notion de « genre », relativisent ou veulent même dénoncer la Convention d'Istanbul et discréditent les causes féministes, la haine et la violence augmentent. Le *backlash* (= recul réactionnaire) antiféministe n'est pas seulement un phénomène politico-culturel : il menace concrètement l'intégrité physique et psychique de nombreuses personnes.

Combattre le féminisme, c'est intensifier la violence. Par conséquent, les Femmes socialistes demandent l'instauration d'une politique de sécurité féministe. La sécurité ne doit plus être synonyme de police, de frontières ni de surveillance. Une perspective féministe place au centre de ses préoccupations les besoins des victimes de la violence : accès à la protection, sécurisation des moyens de subsistance, prise en charge et accompagnement, logements sûrs, soins de santé, solidarité sociale – et, surtout la prévention.

La sécurité, c'est lorsque les femmes peuvent rentrer chez elles la nuit sans avoir besoin d'être accompagnées, lorsque les victimes de violence se sentent rassurées à l'idée qu'on les croira et lorsqu'il n'y a plus de place pour la peur – ni dans les relations, ni au bureau, ni dans la rue.

La sécurité intérieure commence par la protection contre la violence patriarcale. Ces dernières années, les Femmes socialistes suisses ont pu obtenir des avancées importantes en œuvrant main dans la main avec des acteurs de la société civile. Il s'agit notamment de la révision du droit pénal en matière sexuelle, de la mise en place de centres de crise pour victimes de violence dans tous les cantons, de l'introduction d'une ligne téléphonique d'urgence contre la violence accessible 24h/24 et 7j/7 dans toute la Suisse et de la réalisation régulière de campagnes de prévention. Ces progrès importants nécessitent toutefois des ressources financières. Celles-ci ne sont aujourd'hui garanties ni au niveau fédéral ni au niveau cantonal. Au lieu d'investir des milliards dans l'armement militaire, il est nécessaire de consacrer des fonds à la protection contre la violence, à la prévention et à l'accompagnement. Cela passe par un nombre suffisant de places d'hébergement d'urgence sécurisées, plus de ressources pour l'aide aux victimes, des centres d'accueil spécialisés et une mise en œuvre rigoureuse de la Convention d'Istanbul. Voilà ce qu'englobe une politique de sécurité digne de ce nom – qui permettrait de sauver des vies.

Les Femmes socialistes suisses demandent ceci :

- La reconnaissance des féminicides comme constituant une catégorie spécifique à part entière de crimes, avec un relevé statistique systématique.
- Une obligation légale de mettre à disposition suffisamment de places d'hébergement sécurisées – conformément aux recommandations du Conseil de l'Europe.
- Un monitoring national de la violence sexiste et des féminicides.
- Une définition féministe de la sécurité dans la Constitution fédérale – axée sur la non-violence et l'égalité.
- La fin des coupes budgétaires dans l'aide aux victimes et, à la place, une garantie de financement stable et durable.

- Une stratégie de prévention offensive soutenue par l'État contre l'antiféminisme et les appels à la haine lancés par la droite.

Chaque féminicide est un féminicide de trop. Chaque vie perdue est un échec politique. Les Femmes socialistes suisses ne cesseront pas de lutter tant qu'une personne aura à craindre pour sa vie simplement parce qu'elle est une femme ou une personne FLINTA.